

Accident nucléaire : la France mal préparée

- Par [Marc Cherki](#)
- Mis à jour le 07/04/2016 à 10:12
- Publié le 06/04/2016 à 17:26



LE FIGARO PREMIUM
> 1 mois d'essai offert

VIDÉO - Pour la France, « les plans actuels de secours sont inadaptés », estime l'Association nationale des comités et commissions locales d'information.

«La France n'est pas prête à affronter un accident nucléaire grave», prévient Jean-Claude Delalande, président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (Anccli) qui informe sur les installations nucléaires. Pour ces représentants de la population, le gouvernement n'a pas tiré les leçons des catastrophes précédentes. Celle de [Tchernobyl](#), il y a près de trente ans, avait été présentée comme un accident «soviétique». Puis celle de [Fukushima](#), il y a cinq ans, a permis de renforcer et repenser la sûreté des réacteurs nucléaires en améliorant certaines installations.

Mais l'Anccli réclame, pour tirer toutes les leçons de Fukushima, que le «plan particulier d'intervention», les mesures à mettre en place en cas d'accident autour d'une centrale, soit élargi à 80 kilomètres au lieu de la zone actuelle, fixée à un rayon de 10 km depuis des décennies. Ce retard à élargir cette zone, qui incombe au gouvernement, crée des situations ubuesques en Europe. La France distribue de manière préventive des comprimés d'iode stable aux seuls riverains habitants à moins de 10 km d'une centrale. Cette distance est de 20 km en Belgique. Après Fukushima, la distribution a été étendue de 20 à 50 km en Suisse, à cause de contraintes logistiques, et à tout le territoire du Grand-Duché du Luxembourg, qui n'a pas de réacteur, mais qui en a décidé ainsi du fait de la proximité de la centrale de Cattenom (Moselle).

La distribution de l'iode stable en question

«Le cas des personnes vulnérables n'est pas abordé en France»

David Boilley de l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest

Pour la France, «les plans actuels de secours sont inadaptés», ajoute l'Anccli. «Même si en février 2014, un plan national de réponse a été rendu public, rien n'a été mis en place après plus de deux ans», déplore Jean-Claude Delalonde. Au plan national, même si toute la population pourra recevoir de l'iode stable en cas d'accident grave, il semble compliqué de savoir comment et quand seront distribués ces comprimés avant le passage d'un éventuel nuage radioactif. De plus, comment seront effectuées, en cas de besoin, les évacuations de population? Face à ces questions, l'Anccli exige qu'il y ait au moins des simulations numériques, comme celles effectuées au Japon et aux États-Unis. En France, plus de 1,25 million de personnes vivent à moins de 30 km autour de la centrale du Bugey et plus de 1 million autour de celle de [Fessenheim](#). En fait, toutes les hypothèses des scénarios n'ont pas été étudiées. «Les plans indiens d'évacuation sont plus développés qu'ici: ils prévoient notamment la quantité de nourriture à mettre à disposition, les hébergements de secours, les lits, les couvertures et même les saris », remarque Jean-Claude Delalonde.

De plus, en cas d'évacuation, «le cas des personnes vulnérables n'est pas abordé en France», ajoute David Boilley de l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest. À l'hôpital et à la maison de retraite de Futaba, après l'accident de Fukushima, des personnes sont décédées lors de l'évacuation. Enfin, en cas d'accident grave, des informations sur la radioactivité acceptable dans l'alimentation, après la période de crise, devraient être connues à l'avance, demandent des responsables de l'Anccli .